

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 07/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APERAM STAINLESS PRECISION**

Place du Général de Gaulle  
BP 9  
25150 Pont-De-Roide-Vermondans

Références : UID257090/SPR/AB/2025-0505A  
Code AIOT : 0005900544

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement APERAM STAINLESS PRECISION implanté 2 Place du Général de Gaulle BP 9 25150 Pont-de-Roide-Vermondans. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale menée par l'inspection des installations classées. Cette action régionale vise à vérifier le respect de la réglementation applicable aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

Ce contrôle réalisé après consultation de l'état des stocks, a consisté en la vérification par sondage des conditions de stockage sur site des produits chimiques, de la présence de fiches de données de sécurité (FDS) conformes, ainsi que du respect des prescriptions mentionnées dans les FDS notamment celles visant à prévenir tous risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

L'état d'avancement des mesures liées à la mise en sécurité d'une partie des installations engagées à la suite de la cessation d'activité, a également été abordé avec l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APERAM STAINLESS PRECISION
- 2 Place du Général de Gaulle BP 9 25150 Pont-de-Roide-Vermondans
- Code AIOT : 0005900544
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APERAM est spécialisée dans des opérations de relaminage à froid d'acier inox de précision, avec une production annuelle d'environ 20 000 tonnes. Le laminoir ZR3 et la ligne de traitement de surface recuit décapage RD4 ont été arrêtées définitivement. L'arrêt du laminoir ZR4 et de la ligne recuit brillant RB5 est programmé pour 2027.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Système de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	2 mois
8	Rétentions, régulation thermique et épuration.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-39-1	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article 8.7.2.2	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité (FDS)	Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article 8.7.2.1	Sans objet
4	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
5	Conditions de	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockage et de manipulation	18/06/2020, article 1	
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article 7.5.58.7.1.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une gestion des produits dangereux conforme dans l'ensemble des points de réglementation contrôlés dans le cadre de l'action régionale.

La mise en sécurité de la ligne de traitement de surface, initiée en 2022, doit, conformément au code de l'environnement, être finalisée avec un diagnostic des milieux.

Concernant l'installation de dégraissage lessiviel qui équipe la ligne de recuit brillant (RB5) et dont l'arrêt est programmé en 2027, une non-conformité a été constatée : l'absence de contrôle hebdomadaire du bon fonctionnement de l'asservissement du chauffage via le détecteur de niveau bas des cuves.

L'exploitant devra par ailleurs justifier de la conformité du dispositif de détection automatique d'incendie mis en place.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation partielle d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3."</p>
<b>Constats :</b>

Un mémoire de cessation partielle d'activité daté du 19 décembre 2022 a été reçu au format papier le 06/02/2023. Les installations concernées sont la ligne de laminage ZR3 dont la fonction est de réduire l'épaisseur des bobines d'acier inox, et la ligne RD4 dont la fonction est le recuit et le traitement de surface de ces bobines.

La cessation d'activité de la ligne RD4 a été notifiée par courrier en date du 23/07/2021. D'après le mémoire transmis, les activités ont cessé au 31/12/2022 pour le laminoir ZR3, et en octobre 2021 pour la ligne RD4.

Conformément aux articles R. 512-39-1 et R. 512-39-2, le mémoire décrit les mesures prises ou envisagées pour assurer la mise en sécurité du site, telle que définie à l'article R. 512-75-1 :

- 1 - évacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site ;
- 2 - interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3 - suppression des risques d'incendie ou d'explosion ;
- 4 -surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Un plan de mise en sécurité détaille les actions à mettre en œuvre pour assurer la sécurisation du site :

- élimination des produits chimiques dangereux ;
- nettoyage des installations ;
- élimination des déchets ;
- suppression des risques d'incendie et explosion ;
- suppression des risques de pression ;
- suppression des risques de rayonnement ionisant et légionelle pour ZR3.

Pour rappel, la procédure de cessation d'activité des ICPE soumises à autorisation comprend 3 étapes fixées par le code de l'environnement :

- notification et mise en sécurité ;
- détermination de l'usage futur ;
- réhabilitation du site pour l'usage futur.

Dans le cas particulier des cessations partielles d'activité ne libérant pas de terrain, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

**En ce qui concerne la ligne RD4**, la mise en sécurité a débuté en avril 2022. Pour cette installation, les sources potentielles de pollutions sont les bains de traitement de surface, les zones de stockage et la station de détoxification. D'après le tableau d'actions figurant dans le mémoire, l'élimination des produits dangereux initiée à l'arrêt de l'installation le 8/11/2021, s'est achevée en novembre 2022.

Parmi les principales substances présentes à l'arrêt de l'installation :

- l'acide nitrique résiduel (3,85 t) à l'arrêt de l'installation a été utilisé pour acidifier les effluents de

nettoyage basique de la cuve de déchromatation de la station.

- la soude (8,36 t) et le bisulfite de soude (4,59 t) ont été en partie enlevés et traités en centre agréé et en partie consommés lors de la phase de traitement par la station de détoxification des effluents liés au nettoyage et au rinçage des installations.

- l'acide fluorhydrique (0,225 t en bonbonnes et 1,09 t en container station), le sulfate de sodium (1,575 t), la chaux éteinte (18 t), l'acide sulfurique (2,25 t), ont été repris par les fournisseurs.

- le bain de sulfate cristallisé (0,85 t) a été enlevé et traité en centre agréé.

- l'huile hydraulique (2650 litres) issue de la vidange des groupes hydrauliques est réutilisée dans d'autres installations.

Le nettoyage des installations a été réalisé et a visé notamment la station de détoxification, les cuves de stockages et réseaux de distributions d'acide nitrique, de soude, de bisulfites, les bains, le silo de stockage de chaux, le canal d'évacuation des eaux et le bassin de sécurité.

Les déchets constitués des eaux et boues de curage du canal et du bassin (15 m<sup>3</sup>), des eaux de nettoyage des installations (25 m<sup>3</sup>), des boues hydroxyde métalliques en benne (16 t), des emballages souillés (2,5 bennes) et de calamine (1 benne), ont été enlevés et traités.

Les risques d'incendie et explosion liés au stockage de produits chimiques ou à la présence d'huile hydraulique ont été de fait supprimés. La distribution de gaz naturel a été maintenue en partie pour les installations encore en activité (chauffage radiant du banc 7). la consignation des installations électriques non nécessaires a été effectuée. Un transformateur est maintenu en activité pour assurer le fonctionnement du banc 7.

Les risque de pressions ont été supprimés par la consignation des accumulateurs hydrauliques mis à vide et isolés (24/11/2021).

La déconnexion du sprinklage a été réalisée de manière progressive, elle s'est achevée en janvier 2025. La zone a été isolée au moyen de bardages (le banc 7 demeure en activité).

**La ligne ZR3** a été quant à elle arrêtée définitivement à la fin de l'année 2022. Questionné sur l'avancement de la sécurisation de cette installation, l'exploitant a indiqué que l'huile présente au moment de l'arrêt du laminoir a été pompée et réutilisée progressivement dans les autres installations. A l'heure actuelle, il ne reste plus que les fonds de cuve qui devront faire l'objet d'une évacuation en tant que déchets vers les filières agréées. La protection incendie est pour l'instant maintenue. Les actions prévues sont l'élimination des produits dangereux (huiles) et des déchets, le nettoyage des installations, la suppression des risques d'incendie, d'explosion, de pression. L'exploitant a précisé que les risques de rayonnement ionisant et légionelles ont été supprimés.

Les infrastructures sont maintenues. Il n'est pas prévu pour l'instant le démantèlement ainsi que l'évacuation des équipements de production.

Pour RD4, l'exploitant se trouve à l'étape de "surveillance des effets de l'installations sur son environnement". Le mémoire de cessation d'activité recommande, au vu des sources potentielles de contamination identifiées au droit de la ligne de traitement de surface RD4, l'établissement d'un plan de gestion avec la réalisation préalable d'un diagnostic des milieux (sols, gaz du sol, eaux souterraines et superficielles) au moyen de sondages de sols, de la pose de piézomètres complémentaires en partie ouest du site, ainsi que des prélèvements d'eaux superficielles et des sédiments au point de rejet de la lagune et au niveau de la zone de baignade.

Au cours de la visite, il a été rappelé la nécessité de clore la procédure de mise en sécurité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra se rapprocher de son bureau d'études afin de préciser les opérations

nécessaires à la surveillance des effets de l'installation. Il informera l'inspection des délais prévus pour la mise en sécurité effective des installations à l'arrêt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Etat des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article 8.7.2.2

**Thème(s) :** Actions régionales, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les réserves de substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.

**Constats :**

L'état des stocks présenté par l'exploitant a été extrait depuis le logiciel SAP. Le plan des stockages est présent dans le Plan d'Opération Interne (POI), mis à jour le 12 juin 2024. Le contrôle par sondage de 3 produits (RENOCLEAN détergent utilisé pour les bains de dégraissage lessiviel, SOLVANIX solvant de nettoyage inflammable, SOLVEX 100 solvant à évaporation rapide) stockés dans le magasin général n'appelle pas d'observation.

Afin d'améliorer la gestion des produits utilisés sur le site, l'exploitant utilise également le logiciel SEIRICH de l'INRS.

Les produits dangereux font l'objet de « fiches consignes » accessibles aux employés. Ces fiches récapitulent sur une page les données figurant sur les fiches de données de sécurité avec des mentions affinées grâce au logiciel SEIRICH en fonction des quantités susceptibles d'être présentes et des utilisations prévues.

Un journée de formation à la sécurité est prévue au mois de juin avec notamment une sensibilisation aux risques liés aux produits chimiques. Les nouveaux produits chimiques envisagés par le service maintenance ou production font au préalable l'objet d'un formulaire de demande d'introduction étudié et validé par le responsable HSE.

**Observation :** Ce local (où sont stockés les produits chimiques) se trouve dans le magasin général dont l'accès est restreint au magasinier et au responsable du service maintenance.

Il bénéficie d'une hauteur sous plafond importante, assurant un volume d'air conséquent et permanent. De ce point de vue, il n'est pas confiné et dispose d'une ventilation naturelle obtenue par l'évacuation de l'air en point haut. Néanmoins, il n'a pas été constaté d'arrivée d'air en point bas.

L'inventaire effectué dans le cadre de la mise en place du logiciel SEIRICH a permis de constater la présence du solvant SOLVANIX (2 fûts de 200 litres), actuellement non utilisé. Ce produit, commandé pour réaliser des essais, dont les résultats se sont révélés non concluants et son

utilisation n'ayant finalement pas été retenue, est resté stocké sur site depuis plusieurs années. L'exploitant prévoit son enlèvement et son élimination par une filière agréée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assurera de la suffisance de son système de ventilation et tiendra informée l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article 8.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Après examen de l'état des stocks, plusieurs fiches de sécurité demandées par sondage ont été présentées par l'exploitant. Ce point n'appelle pas d'observation. Comme indiqué dans le point précédent, des fiches consignes issues des FDS sont accessibles aux employés susceptibles de manipuler ces produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: <ol style="list-style-type: none"> <li>1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;</li> <li>2) identification des dangers;</li> <li>3) composition/informations sur les composants;</li> <li>4) premiers secours;</li> <li>5) mesures de lutte contre l'incendie;</li> <li>6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;</li> <li>7) manipulation et stockage;</li> </ol>



8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les FDS contrôlées par sondage sont conformes. Les 16 rubriques attendues sont présentes. Les numéros d'enregistrement REACH des substances contrôlées, sont présents.</p> <p>Les récipients disposent d'une étiquette reprenant les informations suivantes : identification du produit, pictogrammes de danger, nom adresse et téléphone du fournisseur, préconisations (EPI), mentions de danger, conseils de prudence en cohérence avec les FDS (vu par sondage les produits ATOUNET, RENOCLEAN et SOLVEX 100 pour la cohérence entre la FDS et l'étiquette)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006  Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>7.1.1 : recommandations de manipulation</p> <p>7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les conditions de stockage pour les produits consultées par sondage n'appellent pas d'observations. Les produits chimiques sont conservés dans leur récipient d'origine, sur rétention. Ils sont disposés à l'abri de la lumière directe du soleil, dans un local équipé d'une ventilation naturelle.</p> <p>Les conditions de manipulation en atelier des produits par les employés n'ont pas été contrôlées au cours de la visite d'inspection.</p> <p>Un examen complémentaire post-inspection, des FDS correspondant aux produits ATOUNET et RENOVNET, a permis de constater la mention de danger « H290 peut être corrosif pour les métaux ».</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans le cadre de l'examen complémentaire post inspection, il est demandé à l'exploitant de vérifier la compatibilité avec les rétentions sur lesquelles sont disposés ces produits (ATOUNET et RENOVNET).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2011, article 7.5.58.7.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de L'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide. Hypochlorite et acides. bisulte et acide, acide et base très concentrés, ...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés.  - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers
<b>Constats :</b>  Durant la visite et dans les zones parcourues en compagnie de l'exploitant, il n'a pas été constaté la présence de matières comburantes, d'acides forts ou de base fortes. Les produits vus sont disposés sur des rétentions distinctes. Notamment, les fûts de SOLVANIX, solvants inflammables qui sont entreposés sur des rétentions séparées. Il n'a pas été constaté de produits incompatibles sur une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Système de détection automatique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
---

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

« Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

Comme cela a été évoqué dans le premier point de constat, la ligne de décapage électrolytique RD4 a été définitivement arrêtée, une procédure de cessation d'activité est en cours. Il reste une ligne de recuit brillant équipée d'un dégraissage lessiviel de 6 000 litres (RB5) dont l'arrêt est programmé en 2027, le classement en enregistrement dans la rubrique 2565 est maintenu. L'installation de dégraissage comprend un bain de dégraissage à 50 °C environ et une cascade de 3 rinçages. Le produit utilisé pour réaliser ces opérations de rinçage est le RENOCLEAN VR 500 qui est un détergent non inflammable. La fiche de données de sécurité comporte la mention de danger pour la santé H319 ("provoque une sévère irritation des yeux").

L'article 19 de l'arrêté du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des

solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique), s'applique aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement. Questionné sur la présence d'un dispositif de détection automatique d'incendie et d'une sonde de température positionnée au niveau du système d'aspiration, l'exploitant a indiqué que le four alimenté en hydrogène est équipé d'un système de sécurité incendie, mais que ce dispositif ne s'applique pas aux bains, qui ne sont pas inflammables.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant une description du système de détection incendie de la ligne de recuit brillant et à en justifier la conformité de fonctionnement aux prescriptions de l'article 19 de l'AM du 09/04/2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Rétentions, régulation thermique et épuration.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

« Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

« Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

« Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer le fonctionnement de l'asservissement du chauffage des cuves au détecteur de niveau en raison de l'indisponibilité du personnel de maintenance (ligne 5 en phase de redémarrage à la suite d'une casse « bande »). De plus, l'exploitant a indiqué que le bon fonctionnement de l'asservissement n'est pas testé régulièrement. C'est une non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier du fonctionnement de l'asservissement suivant les modes de chauffage des cuves et de mettre en place une procédure pour sa vérification qui sera a minima hebdomadaire, et consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>